

Conseil d'agglomération du 31 mars 2011 – Intervention de Nicole Gargam. Les conseillers communautaires communistes s'opposent à une subvention aux "Business angels".

Le salon Start West s'est tenu le 23 mars à Rennes, on nous demande ce soir de le subventionner à hauteur de 12.000 €.

Comme le précise le rapport, ce salon a pour objectif de présenter des projets innovants à des investisseurs et des "business angels".

Des business angels ...voilà un anglicisme bien intrigant.

Qui sont donc ces "angels" qui n'ont, à priori, rien à voir avec des gangs de motard barbus ?

Curieuse d'en savoir plus sur ces "bienfaiteurs" de l'entreprise et de l'innovation, je suis allée visiter leur site, France Angel.org et j'y ai appris, je cite :

"La défiscalisation de son patrimoine n'est pas la motivation première du Business Angel."

Le BA souhaite investir et s'investir auprès des chefs d'entreprises pour réaliser à terme des plus values significatives (récompense des risques pris et du temps passé) et pour vivre des aventures entrepreneuriales.

Toutefois, précise tout de même l'article, "les paramètres fiscaux seront des critères importants, notamment quant à la détermination des modalités d'investissement."

Effectivement, au regard des avantages et des mesures fiscales dites particulières dont bénéficient ces "angels", on comprend qu'ils ne soient pas que désintéressés.

Les anges n'ont peut être pas de sexe, mais ils savent compter, surtout lorsqu'ils sont concernés par l'ISF.

Derrière les avantages dont bénéficient les "business angels", il y a la loi TEPA (Travail Emploi Pouvoir d'Achat) qui, outre les coups de canifs dans le code du travail et la charge contre les 35 heures avec la défiscalisation des heures supplémentaires, offre de substantiels allègements sur la feuille d'impôt des riches.

Cette loi aussi socialement injuste et inefficace en matière d'emploi, les parlementaires communistes, les parlementaires de gauche l'ont combattu avec raison.

Je pense en particulier à l'emploi des jeunes et aux difficultés qu'ils rencontrent, même au-delà de 30 ans pour s'installer et se stabiliser dans la vie.

Lundi dernier, près de 200 salariés des missions locales de toute la Bretagne ont manifesté place de la gare.

Ils dénonçaient la suppression de plus de 450 postes (dont 9 à Rennes) dans toute notre région.

Ils dénonçaient aussi la diminution des aides financières de l'Etat qui sera également synonyme de suppressions de postes supplémentaires pour les missions locales.

Ils dénonçaient enfin la culture du chiffre parfaitement inadaptée lorsqu'il s'agit de traiter de l'Humain.

Les salariés des missions locales ont raison de se mettre en colère, je la partage.

Les demandeurs d'emploi, surtout lorsqu'ils sont fragilisés par les accidents de la vie ont besoin d'aide.

Les petites entreprises aussi ont souvent besoin d'aide, qu'elles soient dans l'innovation ou dans des domaines plus classiques de l'activité économique. Elles doivent pouvoir investir, créer des emplois et de la richesse.

Elles doivent pouvoir, par exemple, bénéficier de prêts accordés par les banques à des taux intéressants sous conditions de critères économiques et sociaux que le législateur pourrait définir.

L'innovation, le développement économique, l'emploi, la qualité de l'emploi sont de vraies préoccupations, ils ne sont pas un moyen de réduire les impôts de ceux qui ont largement les moyens de payer.

Pour toutes ces raisons, les élus communistes ne voteront pas la délibération.